

# Anti piratage : Microsoft Windows Genuine Advantage jugé trop intrusif

Pour ceux qui disposent d'une version pirate de Windows XP, il est courant de voir une fenêtre s'afficher régulièrement demandant d'obtenir une copie officielle de l' [OS](#) signé de Microsoft.

Pourtant, un recours collectif vient d'être déposé devant la cour de justice de Washington contre Microsoft pour son [utilisation du système WGA](#) (Windows Genuine Advantage). Les plaignants ont ainsi estimé que les ingénieurs de Redmond auraient **dissimulé la diffusion de cet outil comme une mise à jour prioritaire** sans expliquer qu'il s'agissait là d'un outil anti-piratage pourvu de fonctionnalités supplémentaires.

Les plaignants critiquent donc la méthode de Microsoft sur l'implémentation de cet outil. Pourtant la firme de Redmond a toujours expliqué que le *Windows Genuine Advantage* que, bien qu'il communique à chaque redémarrage du système avec un serveur de Microsoft et cela à l'insu de l'utilisateur, la firme « *ne recueille et n'envoie aucune information qui pourrait être utilisée pour identifier ou contacter un utilisateur* ».

D'un autre côté, cet outil est une véritable arme dans les mains de Microsoft puisqu'elle lui permet d'exercer des mesures de rétorsion contre les [utilisateurs frauduleux de son OS](#). Pour preuve, son initiative en mars dernier dans laquelle **WGA supprime l'éventuel fond d'écran sur les moniteurs**. Le message apparaissant en pop-up fut alors également présent constamment dans la zone de notification. Pas sûr que cela suffise à convaincre les entreprises à régulariser leurs licences... Selon le dernier bilan de la BSA (Business Software Alliance), [le taux de piratage en France tournait encore autour des 40%...](#)

Toujours est-il que la plainte a bel et bien été formée devant la cour américaine arguant que Microsoft serait capable de collecter des informations afin de les retourner vers la société. Les plaignants estiment qu'un autre **composant renverrait des informations personnelles vers Microsoft tous les jours, notamment l'adresse IP des utilisateurs frauduleux**.

Une plainte qu'il va donc falloir suivre d'un œil attentif puisqu'en cas de recevabilité de la plainte, Microsoft pourrait être condamné à retirer son outil. De leur côté, les plaignants réclament 5 millions de dollars de dommages et intérêts. Une somme modeste au regard des accusations portées à l'encontre de Redmond.